

LA PRESSE EN DANGER

1. Le paysage médiatique francophone

Sarah FRÈRES

Co-rédactrice en chef « Imagine »

Présidente de l'Association des

Journalistes Professionnels (AJP)

LA LIBERTÉ DE LA PRESSE EN BELGIQUE

Alors c'est sûr que la liberté de la presse en Belgique, on n'est pas en Iran, on n'est pas en Corée du Nord, donc on est quand même plutôt bien situé. Il n'empêche que dans le dernier classement de Reporters sans frontières, on a perdu quelques places. Pour la première fois, Reporters sans frontières notait dans son rapport sur la liberté de la presse 2025 que les plus grandes pressions sont en fait des pressions économiques. Alors, elles peuvent se marquer de différentes manières. Ça peut être une concentration de la propriété des médias, ça peut être une opacité dans les aides publiques ou un manque d'aides publiques, ça peut être la pression des annonceurs publicitaires sur les médias. Donc ça peut se marquer de différentes façons.

Ça existe, ces pressions-là existent en Belgique de manière assez forte, notamment quand on parle de concentration des médias ou de diminution des aides publiques, puisqu'il y a un gel des moyens de la RTBF, il y a aussi une diminution des moyens, notamment dans les médias de proximité. Le réseau des médias de proximité qui comprend aujourd'hui douze médias, demain peut-être huit, selon une réforme des médias voulue par la ministre des Médias.

LA PLURALITÉ DE LA PRESSE MENACÉE

Donc en fait, il y a effectivement plusieurs dossiers qui se catapulent. Il y a une réforme des médias de proximité qui agit sur deux volets. Donc, il y a à la fois un gel des moyens, une diminution des moyens, notamment via la réforme des emplois APE, donc des aides à la promotion pour l'emploi qui, dans certaines télévisions, dans certains médias de proximité, les emplois APE sont nombreux. Ça peut représenter jusqu'à 60 % de certains effectifs. Donc c'est très important. Et en même temps, il y a effectivement un projet de fusion entre le groupe IPM et le groupe Rossel, donc le groupe IPM qui comprend La Libre, La DH, les Éditions

RETRANSCRIPTION INTÉGRALE DE L'INTERVIEW

de L'Avenir et LN24, mais qui n'est pas concernée par cette fusion. Et dans le groupe Rossel, on a Le Soir, Sud Info, 50 % de L'Écho, mais L'Écho non plus n'est pas concerné par ce projet-là.

Le risque le plus important, il est pour l'information locale, en fait. Quand on regarde le projet de fusion Rossel-IPM, là où les plus grosses synergies pourraient se faire, c'est entre les Éditions de L'Avenir et Sud Info, qui sont des rédactions qui sont très, très fortes en région. Et donc ça, ça pourrait déformer l'information locale. Le risque, c'est qu'on se retrouve avec des déserts informationnels, donc certaines zones qui ne seraient plus couvertes par la presse écrite et dans le même temps, qui pourraient ne plus être couvertes par les médias de proximité, qui seraient à la fois moins nombreux, avec moins de personnel. Et finalement, cette réforme-là, elle touche au cœur même des médias de proximité, c'est-à-dire leur proximité avec le public.

Ce qui est très dangereux, c'est que déjà dans un groupe, on voit que des synergies existent au sein de médias différents. Donc par exemple chez IPM, il y a un seul pôle culture pour tous les titres. Donc on peut lire la même chose, en culture, dans Moustique, dans La Libre ou à La DH, alors qu'on n'achète pas du tout ces journaux pour les mêmes raisons, on n'a pas nécessairement envie d'y lire les mêmes choses. Chez Rossel, ça se fait aussi en sport où il y a une seule équipe qui est envoyée pour RTL, Sud Info et Le Soir. Et on se doute que, dans le cadre d'une fusion, évidemment, le but des éditeurs étant de réduire les coûts, on peut se douter qu'il y aurait potentiellement une seule équipe pour l'ensemble de tous les titres. Mais donc, ça veut dire qu'on va avoir des titres qui sont détenus par un seul groupe, ce qui est vraiment très, très problématique en termes de diversité informationnelle.

Les deux dossiers ont des conséquences très très graves sur le marché de l'emploi, parce que c'est une concentration sans précédent en fait du marché de l'emploi. Donc un journaliste qui perdrait son travail chez Rossel ne pourrait pas le retrouver chez IPM, et aurait des difficultés à le retrouver ailleurs, parce que le marché est très petit et les moyens ailleurs sont aussi diminués. Donc c'est très problématique. On risque d'avoir des journalistes qui sortent de la profession.

Et puis pour le public, je le disais, il risque d'y avoir un manque de diversité dans l'information accessible pour le grand public. En fait, il y a un vrai travail, mais comme toujours quand on lit un média, il y a un vrai travail d'esprit critique à faire. Maintenant, c'est sûr qu'on ne va pas toujours regarder à qui ça appartient. Est-ce que cette signature-là, je ne pense pas que le grand public sache que, quand un article est signé D.H dans La Libre, ça veut dire que ça vient de La DH. Ou quand un article est signé L.B dans La DH ça vient de La Libre. Donc tout ça, je pense que ça n'est pas connu. Il serait sans doute nécessaire d'avoir davantage de transparence dans le chef des médias. À voir s'ils vont le faire. Mais on peut aussi

RETRANSCRIPTION INTÉGRALE DE L'INTERVIEW

se dire si la fusion se fait, parce qu'elle est soumise actuellement à l'Autorité belge de la concurrence (ABC) qui doit mettre certaines balises, etc. On attend encore l'avis de l'ABC à ce sujet. Mais donc, si ça se fait, quel média va couvrir ce qu'il se passe en interne au sein du groupe ? Ça pose question. Et donc, comment est-ce qu'on va informer les lecteurs, les lectrices, le grand public, de ce qui se passe au sein d'une entreprise ? Parce que le bon fonctionnement d'une entreprise de presse est vraiment fondamental à la bonne information des citoyens.

UN AVENIR INCERTAIN

C'est très inquiétant pour l'ensemble de la profession, à commencer par les journalistes indépendants qui seront, qui risquent d'être en tout cas, les premiers concernés par cette réduction d'effectifs, parce que ce sont les éternels fusibles et qu'on les fait toujours sauter quand on fait des économies. Mais de manière générale, pour l'ensemble de la profession, c'est toujours inquiétant quand l'offre informationnelle se réduit.

À l'AJP, on est très inquiet. On attend aussi de voir l'avis de l'ABC, parce que selon les balises qui seront mises, il y a des choses qui peuvent être développées en interne et qui l'ont déjà été. On a vu des fusions qui se sont faites dans d'autres pays voisins, avec des conditions, donc des balises, qui ont été fixées, des garde-fous et donc, plus ils seront solides, mieux ce sera.